

# DYNAMIQUES INTRA-MÉNAGE ET CONCEPTION DES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE : LE CAS DES MÉNAGES POLYGAMES DU NORD DU BURKINA FASO

Auteurs : Nathalie Guilbert et Rachael Pierotti

## PRINCIPAUX MESSAGES

- **Les dynamiques intra-ménage influent sur l'utilisation de l'aide des programmes de protection sociale.**
- **Qui cibler ?** La sélection des participants devrait dépendre des objectifs du programme (réduction de la malnutrition infantile, amélioration de la sécurité alimentaire, augmentation de l'investissement dans le capital humain ou diversification des sources de revenus et des activités productives). Au Sahel, la ségrégation des ressources et des responsabilités selon le genre est très courante, ce qui a des conséquences très importantes pour la conception des programmes de protection sociale.
- **Quels montants et à quelle fréquence ?** Le fait que le contrôle exercé sur les revenus de différentes catégories et provenances diffère selon le genre des individus devrait être pris en compte lors de la définition du montant et de la fréquence des transferts monétaires.
- **Quelles mesures d'accompagnement ?** Les programmes de transferts monétaires sont souvent assortis de services complémentaires visant à faciliter la réalisation de leurs objectifs. Les programmes de protection sociale visant à accroître la rentabilité des activités génératrices de revenus doivent évaluer dans quelle mesure la mise en commun ou l'individualisation des revenus au sein des ménages influe sur le succès des mesures d'accompagnement mises en œuvre à l'échelle de la communauté, du ménage ou des personnes.

Un récent examen des programmes de protection sociale de la Banque mondiale et de la problématique de genre met en évidence la nécessité d'accorder une importance accrue aux dynamiques intra-ménage dans la conception des programmes de protection sociale (Bardasi, 2014)<sup>1</sup>. Lors de la conception des programmes, des décisions doivent être prises quant à la population à cibler, le montant et la fréquence des transferts et la nature des mesures qui devraient accompagner ces transferts. Ces décisions se révèlent particulièrement complexes dans le contexte de ménages polygames.

## GENDER INNOVATION LAB

La recherche menée par le GIL a pour objectif la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes en Afrique Sub-Saharienne. En évaluant l'impact d'interventions innovantes, le GIL produit des preuves rigoureuses sur l'efficacité des programmes de réduction des écarts de genre en termes de revenus, de productivité, de ressources et d'autonomisation. L'équipe du GIL travaille actuellement sur plus de 50 évaluations d'impact dans 21 pays avec l'objectif de construire une base de connaissances solides et d'en tirer des leçons utiles pour la région.

L'objectif du GIL est d'accroître l'adoption de politiques efficaces par les gouvernements, les organisations de développement et le secteur privé afin de combattre les causes sous-jacentes des inégalités de genre en Afrique, et de promouvoir, en particulier, l'autonomisation économique et sociale des femmes. Le Lab cherche à accomplir cette tâche en produisant et en disséminant auprès des décideurs politiques de nouveaux résultats scientifiques et conclusions pertinentes sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas pour promouvoir l'égalité des genres.

<sup>1</sup> IEG Groupe de la Banque mondiale. 2014. *Social Safety Nets and Gender*.

## QUE FAUT-IL FAIRE ?

Afin de développer des recommandations permettant de maximiser l'impact des projets, le *Gender Innovation Lab* de la Région Afrique de la Banque mondiale s'est associé au programme de Protection Sociale Adaptative du Burkina Faso<sup>2</sup> afin d'effectuer une étude préliminaire dans le nord du pays sur les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes au sein des ménages.

## CE QUE NOUS AVONS FAIT

L'étude s'est déroulée dans six villages situés dans deux provinces (Yatenga et Zoundouma) ciblées par le programme de transferts monétaires Burkina-Naong-Sa Ya. Ces villages ont été choisis parce que la proportion de ménages polygames y est relativement élevée. Tous les villages inclus dans l'étude sont composés en majorité par des membres de l'ethnie Mossi, et comptent aussi une minorité d'habitants Peuls.

Au total, l'équipe de recherche a conduit 50 entretiens individuels approfondis et organisé 12 groupes de discussion. Tous les participants aux discussions et entretiens étaient issus de ménages polygames, confrontés occasionnellement ou fréquemment à un manque de nourriture. Un groupe de discussion composé de femmes et un autre composé d'hommes ont été constitués dans chaque village visé par l'étude. Selon la taille du village, de quatre à huit ménages ont été choisis pour participer aux entretiens approfondis (34 ménages au total). Dans chaque ménage, une épouse a été sélectionnée au hasard pour un entretien individuel tandis que le mari a été interrogé séparément dans la moitié des ménages. L'échantillon étant restreint et non représentatif des ménages de la région, il ne peut être utilisé pour estimer la répartition ou la prévalence des différentes pratiques de gestion des ressources des ménages. En revanche, les données qualitatives contiennent des informations détaillées sur les attentes des membres des ménages étudiés en ce qui concerne le partage des ressources et des risques.

## CE QUE NOUS AVONS OBSERVÉ

Les données révèlent d'importantes similitudes d'un ménage polygame à l'autre en ce qui concerne les pratiques de gestion du ménage et les attentes relatives au partage des ressources et des risques. L'uniformité des réponses données était frappante sans être pour autant surprenante puisque la plupart des participants à l'étude sont issus de la culture Mossi

et vivent dans des conditions socio économiques similaires. Néanmoins, le modèle commun de gestion des ménages comporte d'importantes exceptions.

**La production et la consommation des aliments de base sont mises en commun et gérées par le chef du ménage (homme).** Les terres agricoles du ménage appartiennent au chef du ménage, qui décide du choix des cultures. Dans les ménages Mossi, tous les membres du ménage contribuent à l'effort de production agricole. Dans les ménages Peuls minoritaires, les femmes ne participent habituellement pas aux activités agricoles. Le chef du ménage assure une gestion centralisée des stocks. Il décide des quantités qui seront vendues et répartit les quantités qui seront consommées par le ménage. Le cas échéant, il lui appartient également de fournir les intrants nécessaires à la production agricole. Dans de nombreux ménages, chaque épouse dispose d'un petit jardin qu'elle gère elle-même. Elle se constitue un stock individuel d'ingrédients pour la sauce cultivés dans son jardin ou achetés avec son propre argent ou avec l'aide de son mari lorsque nécessaire. Les épouses cuisinent habituellement à tour de rôle pour tous les membres du ménage.

**Le père et la mère d'un enfant contribuent tous les deux à couvrir les dépenses scolaires et médicales.** Les participants à l'étude ont tous communément exprimé s'attendre à ce que le chef de ménage, ou le père, prenne en charge la totalité des dépenses médicales. De même, il est attendu que le père paie toutes les dépenses liées à l'éducation de ses enfants, cependant la mère contribue aux dépenses d'éducation de ses propres enfants lorsqu'elle le peut et lorsque le père n'arrive pas à prendre en charge toutes les dépenses. Les revenus permettant de couvrir ces dépenses viennent principalement de la vente d'une partie de la production agricole et du bétail du ménage. Il ressort des propos des participants à l'étude qu'il existe dans les ménages une forte solidarité pour faire face aux besoins médicaux. Cette solidarité est moins évidente lorsqu'il est question du partage des dépenses d'éducation. Même si la quasi-totalité des participants à l'étude indique qu'il appartient aux hommes de couvrir les frais médicaux et les frais d'éducation, dans la pratique les femmes de nombreux ménages pauvres contribuent à un moment ou à un autre à la satisfaction de ces besoins.

**Dans les ménages polygames, les revenus et les biens sont contrôlés individuellement.** Dans les ménages visés par l'étude, le mari et toutes les

2 Le programme de Protection Sociale Adaptative au Burkina Faso est soutenu par le Département du Développement international (DFID)

épouses contrôlaient individuellement leurs propres revenus. La transparence et la mise en commun des revenus ne sont pas de mise. Le chef de ménage contrôle les revenus issus de la vente de la production des cultures vivrières. Les épouses sont propriétaires à titre individuel de certains biens : marmites, effets personnels et petit bétail. Elles contrôlent aussi le revenu qu'elles génèrent au moyen de leur jardin, de la vente de leur petit bétail et d'autres petits commerces. Elles utilisent ces revenus pour couvrir leurs dépenses personnelles et celles de leurs enfants et pour couvrir les frais de certaines obligations sociales telles que les mariages, les baptêmes et les funérailles. Les transferts ou cadeaux venant de l'extérieur du ménage ne sont pas nécessairement partagés, à moins qu'il ne s'agisse de nourriture. Tant pour les hommes que pour les femmes, le bétail est la principale forme d'épargne.

**Certains ménages dévient de ces pratiques habituelles et adoptent des modes de gestion moins centralisés.** Premièrement, lorsque le chef du ménage est absent ou malade et qu'il n'est plus en mesure de gérer le stock du ménage, les épouses opèrent souvent d'une manière relativement autonome. Deuxièmement, les femmes d'un ménage qui ne sont pas mariées au chef du ménage et dont l'époux est absent (par exemple, une femme qui vivrait au sein du ménage du frère de son mari parce que celui-ci a migré ou est décédé) sont souvent traitées différemment des autres femmes du ménage. Finalement, il arrive que des mésententes entre les épouses affectent le degré de collaboration au sein du ménage. Dans bon nombre de ces ménages, la production et la consommation des alimentaires ne sont pas mises en commun.

## IMPLICATIONS POUR LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE

Nous avons formulé quelques suggestions pour guider la réflexion sur les influences possibles des dynamiques intra-ménage sur les effets des programmes de transferts monétaires dans la région.

- Comme les différents membres d'un ménage assument différentes responsabilités dans la gestion des besoins et des dépenses, les résultats escomptés d'un programme devraient influencer sur le choix du bénéficiaire de ce programme.
- Le ciblage le plus efficace pour un programme de transferts monétaires visant à réduire l'insécurité alimentaire est incertain et peut dépendre de la cause principale du problème de malnutrition. Si l'on souhaite contrer une insécurité alimentaire liée au manque de diversité de l'alimentation, il est nécessaire de pallier le manque de connaissances et de ressources des femmes à qui il appartient de préparer la sauce. Les transferts monétaires aux femmes ne régleront pas nécessairement le problème d'insécurité alimentaire dû à un approvisionnement insuffisant en aliment de base, qui est de la responsabilité du chef du ménage.
- La question de savoir si les transferts monétaires ont plus de chances d'avoir un effet positif sur l'accès des enfants à l'école et aux soins de santé selon qu'ils sont effectués au profit de la mère ou du père







dépend de la situation du ménage à un moment donné (périodes de stabilité versus périodes de difficulté) et des demandes concurrentes auxquelles est confronté le bénéficiaire du transfert. Dans un ménage polygame, il est probable qu'une mère accordera la priorité à ses propres enfants dans l'utilisation des transferts.

- Dans le nord du Burkina Faso, les programmes en faveur des ménages devraient être conçus de manière à offrir une aide à la réalisation d'activités génératrices de revenus au niveau individuel puisque les adultes vivant au sein de ménages polygames tendent à exercer ces activités de façon autonome et que la collaboration entre époux dans ce contexte serait extrêmement inhabituelle.
- Les programmes de transfert monétaires devraient aussi proposer des mesures d'accompagnement pour aider les bénéficiaires à constituer une épargne et à la protéger.
- Les dynamiques de genre devraient être prises en compte au moment de déterminer le montant et la fréquence des transferts. Il est possible que le contrôle que les femmes exercent sur les fonds transférés dépende du montant des transferts. En revanche, compte tenu du nombre limité d'options qui s'offrent à elles pour constituer une épargne, il se peut qu'il soit plus facile pour les femmes d'investir un transfert plus important que d'accumuler progressivement des transferts plus fréquents mais moins importants.
- Les femmes exercent une influence limitée sur les décisions importantes de leur ménage. Au moment de choisir les bénéficiaires d'un programme, il convient d'évaluer la possibilité d'accroître le pouvoir de négociation des femmes en augmentant leur contribution aux ressources du ménage.

## ÉTAPES PROCHAINES

Les conclusions susmentionnées ont pour objectif d'illustrer les liens importants qui existent entre les dynamiques intraménage et la conception des programmes de transferts monétaires. Cette étude étant préliminaire, elle ne capture pas les effets réels de ces transferts. Il est important de garder à l'esprit que l'argent reçu de l'État sous la forme de transferts monétaires périodiques peut être traité différemment des revenus issus d'autres sources. Des recherches complémentaires sont prévues afin de mesurer les différences dans l'utilisation des transferts monétaires selon la manière dont sont conçu le programme de protection sociale.

Cette initiative reçoit l'appui de l'Umbrella facility pour l'égalité des genres du Groupe de la Banque Mondiale.

L'Umbrella Facility pour l'égalité des genres est un fonds à bailleurs multiples conçu pour renforcer la sensibilisation, la connaissance et les capacités afin d'approfondir la prise en compte du genre dans les politiques de développement. Le financement est rendu possible grâce aux contributions généreuses des gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.

**Photo :** École d'économie de Paris/Nolwenn Gontard

POUR D'AVANTAGE  
D'INFORMATIONS, PRIERE  
DE CONTACTER

Markus Goldstein  
mgoldstein@worldbank.org

Rachel Coleman  
rcoleman1@worldbank.org

1818 H. St NW  
Washington, DC 20433 USA  
Etats-Unis d'Amérique